



Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour
Date: 20 mai 2019 WFP/EB.A/2019/8-C/2
Original: anglais Questions opérationnelles – Projets approuvés par correspondance
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révision du plan stratégique provisoire de transition pour le Mali et augmentation budgétaire correspondante

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
Durée	1 ^{er} janvier 2018– 30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2019– 31 décembre 2019	1 ^{er} janvier 2018– 31 décembre 2019
Bénéficiaires	2 147 355	468 980	2 616 335
<i>(en dollars É.-U.)</i>			
Coût total	195 840 350	51 368 600	247 208 950
Transferts	161 990 484	42 738 987	204 729 471
Mise en œuvre	14 636 793	3 532 051	18 168 845
Coûts d'appui directs ajustés	7 260 375	1 962 389	9 222 764
Total partiel	183 887 653	48 233 427	232 121 080
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	11 952 697	3 135 173	15 087 870

Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes * 2A

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance la révision du plan stratégique provisoire de transition pour le Mali et l'augmentation budgétaire correspondante, d'un montant de 51 368 600 dollars É.-U., faisant l'objet du présent document.

15 mai 2019

Coordonnateurs responsables:

M. C. Nikoi
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: chris.nikoi@wfp.org

Mme S. Caruso
Directrice de pays
courriel: silvia.caruso@wfp.org

Justification

1. La présente révision budgétaire permet de prolonger la durée du plan stratégique provisoire de transition pour le Mali de six mois, jusqu'au 31 décembre 2019. En novembre 2018, le plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) qui couvrait initialement la période de 12 mois allant de janvier à décembre 2018 avait été prolongé de six mois jusqu'au 30 juin 2019.
2. La précédente prolongation avait été rendue nécessaire par le report des élections prévues au Mali, le bureau de pays pouvant alors difficilement présenter un plan stratégique de pays (PSP) au Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2018, comme escompté.
3. La nouvelle prolongation donnera au PAM la possibilité de mener des discussions stratégiques avec le Gouvernement et d'harmoniser son PSP avec les principaux documents nationaux de planification, notamment le plan de développement national intitulé "Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable du Mali 2016–2018" qui a été prolongé jusqu'à fin 2019. La période couverte par le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, actuellement en cours, a aussi été prolongée jusqu'à la fin de l'année 2019.
4. Sur les plans de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le Mali demeure confronté à une situation complexe, qu'aggravent le conflit, l'accès insuffisant aux services sociaux essentiels et la sécheresse. En 2018, plus de 930 000 personnes ont eu besoin d'une assistance pendant la saison de soudure. Cependant, les perspectives en matière de sécurité alimentaire pour la saison 2018/19 sont sensiblement meilleures et les évaluations préliminaires des conditions agricoles et pastorales sont globalement positives, témoignant d'une pluviométrie satisfaisante dans la majeure partie du pays en 2018.
5. Les résultats de la dernière enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition, réalisée en septembre 2018, indiquent que 19,1 pour cent de la population est touchée par l'insécurité alimentaire, contre 23,3 pour cent en 2017. La prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée dans le nord et le centre du Mali, notamment dans les régions de Kidal (où 46,7 pour cent de la population est en situation d'insécurité alimentaire), de Mopti (34 pour cent), de Gao (28,4 pour cent) et de Tombouctou (24,7 pour cent). Selon l'évaluation des besoins présentée dans le Cadre harmonisé de novembre 2018, 3,4 millions de personnes devraient être touchées par l'insécurité alimentaire pendant la saison de soudure de 2019, dont 400 000 par une insécurité alimentaire grave.
6. Les déplacements de populations liés au conflit demeurent un facteur important de l'insécurité alimentaire. De plus, dans certaines zones, l'insécurité entrave notablement l'accès aux moyens d'existence et aux services, notamment en raison de ses effets sur la prestation et le suivi des services par la communauté humanitaire. L'insécurité est restée confinée dans quelques zones relativement limitées, mais les répercussions sur la qualité de la vie ont parfois été importantes. La mise au point d'approches contribuant efficacement à l'amélioration et au maintien de l'accès constituera une priorité en 2019.
7. Ces dernières années, la situation au Mali en matière de nutrition a été stable. En août 2018, la prévalence de la malnutrition aiguë globale au niveau national était restée élevée, à 10 pour cent, mais guère différente de la prévalence observée les années précédentes (10,7 pour cent en 2016 et en 2017). Les taux de malnutrition aiguë continuaient à être élevés dans les régions septentrionales de Gao (14,5 pour cent), Ménaka (13,5 pour cent) et Tombouctou (12,5 pour cent). Dans la région de Mopti, la situation nutritionnelle a subi une dégradation sensible, avec une augmentation du taux de malnutrition aiguë globale qui est passé de 5,7 pour cent à 8,9 pour cent entre 2017 et 2018.

8. Selon les estimations du module de la nutrition, 660 000 enfants de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë en 2019, dont 500 000 de malnutrition aiguë modérée. En 2018, les taux de malnutrition aiguë étaient plus élevés chez les garçons (11,7 pour cent) que chez les filles (8,2 pour cent), et plus élevés chez les enfants de moins de 2 ans (14 pour cent) que chez ceux de 2 à 5 ans (7 pour cent).
9. Une tendance positive a été observée dans la prévalence de la malnutrition chronique. En 2018, 24,1 pour cent des enfants de moins de 5 ans en souffraient, contre 29,3 pour cent en 2015. Les garçons étaient plus touchés (26,7 pour cent) que les filles (21,4 pour cent). Les régions présentant les taux de malnutrition chronique les plus élevés étaient celles de Sikasso (28,9 pour cent), de Ségou (27,8 pour cent) et de Gao (24 pour cent).
10. Compte tenu de ces résultats, en 2019, le bureau de pays s'attachera principalement à consolider les améliorations réalisées dans le cadre de l'intervention d'urgence de 2018 tout en pourvoyant aux besoins d'assistance persistants. L'ensemble intégré d'activités axées sur la résilience, qui comprend des activités relatives à la création d'actifs, à la prévention du retard de croissance, à l'alimentation scolaire et au soutien des petits exploitants agricoles, sera transposé à plus grande échelle pour atteindre de nouvelles communautés et les acquis de 2018 seront renforcés. Le bureau de pays intensifiera ses opérations dans le domaine d'action privilégié "intervention face à une crise", mais sans excès, dans la mesure où la réduction des besoins relevant de l'assistance saisonnière est plus que compensée par l'augmentation du nombre de ménages déplacés.

Modification

11. La révision n'entraîne aucun changement d'objectif stratégique ou de structure du PSPP-T (la "ligne de visée"). De juillet à décembre 2019, le bureau de pays aidera 468 980 personnes vulnérables supplémentaires au titre des effets directs stratégiques relatifs au renforcement de la résilience et à l'intervention face à une crise, dans la perspective de la mise en œuvre du PSP à partir de janvier 2020. La révision prévoit également le déploiement de personnel supplémentaire pour l'activité 9 relative au soutien des petits exploitants agricoles et pour l'activité 10 aux fins de la mise en œuvre de programmes visant à s'attaquer aux problèmes liés au changement climatique.

Orientation stratégique

12. La révision n'entraîne pas de modification de l'orientation stratégique du PSPP-T. Les effets directs stratégiques resteront les suivants:
 - *Effet direct stratégique 1.* Les populations touchées par une crise sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après la crise.
 - *Effet direct stratégique 2.* Les personnes vulnérables résidant dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire ou ayant été touchées par une crise sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels tout au long de l'année.
 - *Effet direct stratégique 3.* Les taux de malnutrition des populations ciblées (enfants âgés de 6 à 59 mois et filles et femmes enceintes ou allaitantes) ont reculé conformément aux objectifs nationaux.
 - *Effet direct stratégique 4.* Les populations des zones ciblées, notamment les petits exploitants vulnérables, disposent de moyens d'existence améliorés et sont plus résilients, et peuvent ainsi mieux subvenir aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition tout au long de l'année.

- *Effet direct stratégique 5.* D'ici à 2023, les instances publiques locales et nationales et la société civile disposent de capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
- *Effet direct stratégique 6.* Les efforts que déploie le Gouvernement pour atteindre l'objectif Faim zéro d'ici à 2030 sont étayés par un cadre d'action efficace et cohérent.
- *Effet direct stratégique 7.* Les partenaires humanitaires ont accès tout au long de l'année à des services communs, notamment dans les domaines du transport, de la logistique, des télécommunications d'urgence et de l'analyse de la sécurité alimentaire.

Analyse des bénéficiaires

13. Dans le cadre de la révision proposée, le nombre de bénéficiaires du PSPP-T sera porté de 2 147 355 à 2 616 335 (hors chevauchements) et certaines activités subiront des modifications.
14. Le nombre de bénéficiaires recevant une assistance dans le cadre des activités 1 et 2 au titre de l'effet direct stratégique 1 sera révisé pour répondre aux besoins associés à la saison de soudure et continuer à fournir une assistance aux personnes déplacées, des plans de secours étant prévus en cas de nouveaux déplacements.
15. L'activité 3 (transferts non assortis de conditions pendant la saison de soudure), menée au titre de l'effet direct stratégique 2, ne comptera pas de nouveaux bénéficiaires car tous les transferts non assortis de conditions seront assurés dans le cadre de l'activité 1, qui deviendra le seul mécanisme d'intervention assurant ce type de transferts. En 2019, aucun bénéficiaire ne recevra d'aide dans le cadre de l'activité 3.
16. L'activité 4 (alimentation scolaire), menée au titre de l'effet direct stratégique 2, sera prolongée avec le même nombre de bénéficiaires jusqu'à fin 2019. Le PSPP-T actuel prévoit des activités d'alimentation scolaire pour l'année scolaire 2018/19 qui s'achève en juin 2019.
17. L'activité 5 (prévention de la malnutrition chronique), menée au titre de l'effet direct stratégique 3, comptera 22 050 bénéficiaires supplémentaires, compte tenu des besoins additionnels à prévoir pendant la période couverte par la révision du PSPP-T.
18. L'activité 6 (traitement de la malnutrition aiguë), menée au titre de l'effet direct stratégique 3, sera poursuivie en 2019 avec un nombre plus élevé de bénéficiaires étant donné que le nombre de personnes insérées dans les programmes de traitement augmentera pendant la période de prolongation. Le nombre de bénéficiaires a été estimé sur la base des résultats d'une enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition (SMART) réalisée en 2017, et les régions ciblées sont celles où les taux de malnutrition sont, soit supérieurs à 10 pour cent, soit compris entre 5 et 9 pour cent en présence de facteurs aggravants tels que le conflit.
19. Dans le cadre de l'activité 8 (assistance alimentaire pour la création d'actifs), qui relève de l'effet direct stratégique 4, le niveau d'assistance prévu restera le même, mais le bureau de pays surveillera la situation en vue d'intensifier l'assistance si le besoin s'en fait sentir.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ							
Effet direct stratégique	Activité	Période	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
			(+18 ans)	(+ 18 ans)	(0-18 ans)	(0-18 ans)	
1	1	Chiffres actuels	372 973	365 587	209 797	205 643	1 154 000
		Augmentation/ réduction	27 472	26 928	15 453	15 147	85 000
		Chiffres révisés	404 410	388 550	225 250	220 790	1 239 000
	2	Chiffres actuels	122 000	-	124 735	122 265	369 000
		Augmentation/ réduction	57 000	-	58 075	56 925	172 000
		Chiffres révisés	122 000	-	124 735	122 265	369 000
2	3	Chiffres actuels	32 320	31 680	18 180	17 820	100 000
		Augmentation/ réduction	0	0	0	0	0
		Chiffres révisés	32 320	31 680	18 180	17 820	100 000
	4	Chiffres actuels	-	-	88 880	87 120	176 000
		Augmentation/ réduction	-	-	88 880	87 120	176 000
		Chiffres révisés	-	-	177 760	174 240	352 000
3	5	Chiffres actuels	35 989	-	26 155	24 730	86 874
		Augmentation/ réduction	9 200	-	6 605	6 245	22 050
		Chiffres révisés	45 189	-	32 760	30 975	108 924
	6	Chiffres actuels	75 149	1 020	162 024	158 816	397 009
		Augmentation/ réduction	34 280	720	40 375	39 575	114 950
		Chiffres révisés	109 429	1 740	202 399	198 391	511 959
4	8	Chiffres actuels	138 168	135 432	77 720	76 181	427 500
		Augmentation/ réduction	48 480	47 520	27 270	26 730	150 000
		Chiffres révisés	186 648	182 952	104 990	102 911	577 500
Total (hors chevauchement)		Chiffres actuels	653 257	543 966	518 433	431 699	2 147 355
		Augmentation/ réduction	103 188	85 320	153 528	126 944	468 980
		Chiffres révisés	756 445	629 286	671 962	558 642	2 616 335

Transferts

20. L'assistance sera fournie sous forme de produits alimentaires en nature et de transferts de type monétaire. Le choix de la modalité reposera sur l'analyse du rapport coût-efficacité, les préférences des bénéficiaires selon leur sexe, et la faisabilité opérationnelle. Les rations prévues resteront les mêmes.

Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Budget actuel		Augmentation		Budget révisé	
	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	25 412	11 969 241	5 820	2 772 251	31 232	14 741 492
Légumes secs	5 977	3 739 296	1 452	913 281	7 429	4 652 578
Huile et matières grasses	1 960	1 740 978	545	497 629	2 505	2 238 607
Aliments composés et mélanges	14 236	15 985 337	5 502	5 723 279	19 737	21 708 615
Autres	307	31 742	73	7 745	380	39 487
Total (produits alimentaires)	47 892	33 466 594	13 391	9 914 185	61 283	43 380 779
Transferts de type monétaire		71 583 963		18 476 579		90 060 542
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	47 892	105 050 557	13 391	28 390 764	61 283	133 441 321

Ventilation des coûts

	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3, cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 6, cible 14 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	1	2	3	4	5	6	7	
Effet direct stratégique								
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Causes profondes	Intervention face à une crise	
Transferts	21 390 562	2 708 009	5 804 039	10 320 624	0	0	2 515 754	42 738 987
Mise en œuvre	1 756 701	693 421	314 959	651 583	44 855	0	70 532	3 532 051
Coûts d'appui directs ajustés								1 962 389
Total partiel								48 233 427
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)								3 135 173
Total								51 368 600

TABLEAU 4: VENTILATION DES COÛTS DU PSPP-T COMPLET APRÈS RÉVISION (*en dollars*)

	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3, cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 6, cible 14 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	Effet direct stratégique 7	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Causes profondes	Intervention face à une crise	
Transferts	103 484 721	21 049 104	22 613 143	38 117 155	2 194 085	2 061 286	15 209 977	204 729 471
Mise en œuvre	7 965 178	2 464 350	2 791 598	3 264 806	798 259	269 825	614 829	18 168 845
Coûts d'appui directs ajustés	4 582 863	967 717	1 055 375	1 744 224	122 385	94 265	655 936	9 222 764
Total partiel	116 032 762	24 481 170	26 460 117	43 126 185	3 114 729	2 425 376	16 480 742	232 121 080
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	7 542 130	1 591 276	1 719 908	2 803 202	202 457	157 649	1 071 248	15 087 870
Total	123 574 891	26 072 446	28 180 024	45 929 387	3 317 187	2 583 025	17 551 990	247 208 950

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ODD	objectif de développement durable
PSP	plan stratégique de pays
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition
SMART	enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition